

DROIT ADMINISTRATIF



N° 5 - MAI 2007

46^e ANNÉE - ISSN 0419-7461

Notamment ce mois-ci :

> COMMENTAIRES

68 Concentrations

Contrôle des concentrations dans le domaine de la presse : cumul des contrôles

par Emmanuel GLASER, commissaire du gouvernement (p. 30)

71 Contrats d'aménagement

Précisions sur les prises d'eau fondées en titre

par Antoine ALONSO GARCIA, avocat à la Cour (p. 32)

73 Installations classées

Éclaircies sur le contentieux des suspensions des installations classées

par Paul LIGNIÈRES, avocat associé, Linklaters
et Jocelyn DUVAL, avocat, Linklaters (p. 34)

78 Recours administratifs

L'abandon de « la règle de la cristallisation du débat contentieux » en matière de recours préalable obligatoire

par Olivier GUILLAUMONT, conseiller juridique, région Provence-Alpes-Côte d'Azur, chargé de cours au CNFPT (p. 39)

79 Référés

L'utilisation du référé provision en matière fiscale et par une collectivité territoriale

par Didier GIRARD, assistant de justice près la cour administrative d'appel de Marseille, chargé d'enseignement à l'université P. Cézanne (Aix-Marseille III) (p. 40)

SOUS LA DIRECTION DE :

Jean-Bernard AUBY

COMITÉ DE RÉDACTION :

Michel BAZEX, Paul LIGNIÈRES, Fabrice MELLERAY,
Alain MÉNÉMÉNIS, Rozen NOGUELLOU

Repère 5

Alertes 15 à 20

Études 7 et 8

Commentaires 66 à 80

Hiérarchie des normes

7 Le Conseil d'État et l'Europe : fin de cycle ou nouvelle ère ?

À propos des arrêts d'assemblée du 8 février 2007

Étude par Marie GAUTIER,

professeure à l'Institut d'études politiques de Toulouse

et Fabrice MELLERAY,

professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV (p. 9)

Dans l'arrêt Arcelor, le Conseil d'État précise les modalités du contrôle de constitutionnalité des dispositions réglementaires transposant une directive communautaire, afin d'éviter au maximum les risques de conflit avec la Cour de justice. Dans l'arrêt Gardedieu, il admet que la violation d'une norme européenne et même plus largement internationale par le législateur est susceptible d'engager la responsabilité de l'État, même lorsque le préjudice n'est pas imputable à l'Administration et sans qu'il soit besoin que ce préjudice soit anormal et spécial.

Droit administratif

8 Le droit administratif global : une introduction

Étude par Sabino CASSESE,

professeur à l'université La Sapienza de Rome,
membre de la Cour constitutionnelle (p. 17)

Droit administratif

5 Vous avez dit : droit administratif global ?

Repère par Jean-Bernard AUBY (p. 1)

Sommaire

P. 1 Repère

Vous avez dit : droit administratif global ? n° 5

P. 3 Alertes n° 15 à 20

P. 9 Études

Le Conseil d'État et l'Europe : fin de cycle ou nouvelle ère ? n° 7
Le droit administratif global : une introduction n° 8

Commentaires

P. 27 Collectivités territoriales

● Communes
À propos des règles de convocation du conseil municipal n° 66

P. 27 Concurrence

● Droits exclusifs
Les conditions de légalité de la création d'un droit exclusif n° 67
● Concentrations
Contrôle des concentrations dans le domaine de la presse : cumul des contrôles n° 68

P. 31 Contrats

● Qualification de contrat administratif
Les contrats conclus par les associations transparentes n° 69
● Contrats
Délit de favoritisme : application dans le cas de marchés passés sans formalités préalables n° 70
● Contrats d'aménagement
Qualification des contrats d'aménagement en droit communautaire n° 71
● À noter également n° 72

P. 34 Environnement

● Installations classées
Éclaircies sur le contentieux des suspensions des installations classées n° 73

P. 36 Fonction publique

● Accidents de service et maladie professionnelle
Les conditions de transformation d'une allocation temporaire d'invalidité en rente viagère n° 74
● À noter également n° 75

P. 38 Informatique

● Informatique et libertés
Les conditions de création des fichiers concernant les étrangers n° 76

P. 39 Procédure

● Compétence administrative ou judiciaire
Contentieux relatif à la contribution de la SNCF aux déportations pendant l'occupation : compétence judiciaire n° 77
● Recours administratifs
L'abandon de « la règle de la cristallisation du débat contentieux » en matière de recours préalable obligatoire n° 78
● Référé
L'utilisation du référé provision en matière fiscale et par une collectivité territoriale n° 79

P. 42 Services publics et régulations

● Aides octroyées par l'Union européenne
Le fonds européen d'ajustement à la mondialisation : un nouvel exemple de l'interventionnisme de l'Union européenne en matière économique et sociale n° 80

Index

Collectivités territoriales

Communes comm. 66
Compétences alerte 16
Coopération intercommunale alerte 19
Décentralisation alerte 20
Intercommunalité alerte 17

Compétence administrative ou judiciaire

Service public industriel et commercial comm. 77

Concurrence

Concentrations comm. 68
Droits exclusifs comm. 67

Contrats

Concessions d'aménagement comm. 71, 72

Marchés comm. 70
Qualification de contrat administratif comm. 69

Droit administratif

Droit administratif global repère 5
étude 8

Droit communautaire

Aides de l'Union européenne comm. 80

Environnement

Installations classées comm. 73

Fonction publique

Accidents de service comm. 74
Maladie professionnelle comm. 75

Hierarchie des normes

Contrôle de constitutionnalité étude 7

Informatique et libertés

Création des fichiers comm. 76

Marché public

Cahier des clauses administratives générales marchés industriels alerte 18

Procédure

Recours administratifs comm. 78
Référé-provision comm. 79

Responsabilité

Responsabilité de l'État étude 7

Service public

Service public de l'eau alerte 15